02
ÉDUCATION

ÉTABLIR UN SYSTÈME COHÉRENT

OU EN SOMMES NOUS?

Comme le Mouvement Ecologique dispose à nouveau depuis 2015, avec move. d'une organisation de jeunesse avec des jeunes engagés à partir de 14 ans, le présent chapitre „Formation" se concentre surtout sur les écoles secondaires.

Cependant, les connaissances et les exigences sont valables pour toutes les classes d'âge et doivent être ancrées à tous les niveaux de l'éducation, formelle et non formelle. La désignation des instruments pour la transformation nécessaire se réfère toutefois principalement à l'école secondaire.

L'un des principaux objectifs de l'éducation est de former des citoyens responsables. qui ont la capacité de trouver leur place dans la société et sur le marché du travail. Malheureusement, l'éducation, et en particulier l'institution scolaire, correspond encore souvent à un mode de pensée qui n'est pas adapté aux défis du XXIe siècle. 21e siècle n'est pas adaptée. Reproduction de savoir, la concurrence, les normes, la peur, le contrôle ou les Les examens jouent encore un rôle central. L'éducation doit se poser la question de savoir si elle permet aux gens de faire face aux défis écologiques et sociaux du 21e siècle. de trouver des solutions, de les articuler, de les concevoir et d'agir en conséquence..

L'espace dont les écoles ont besoin pour fournir des réponses systémiques aux défis doit trop souvent être conquis individuellement et avec beaucoup d'engagement. Même si des valeurs telles que la coopération, l'intérêt général et le développement du potentiel sont vécues de manière isolée dans certaines écoles, le système d'éducation formel repose toujours sur un corset étroit de matières ou sur une évaluation standardisée (surtout dans l'enseignement secondaire) qui fait souvent obstacle à une transformation nécessaire. Sous le paradigme supérieur de la pensée par matières, les questions complexes et interdisciplinaires, et donc l'approche des défis, n'ont souvent aucune chance d'être traitées dans le quotidien scolaire..

Le ministère de l'Éducation doit donner une orientation claire afin que chaque communauté scolaire apprenne le plus rapidement possible comment chacun peut contribuer à changer le monde avec les autres.

La prochaine législature doit être mise à profit pour ancrer solidement les principes et les méthodes de l'éducation en vue du développement durable dans les objectifs et les programmes. Les questions interdisciplinaires doivent être placées au cœur de l'éducation formelle, le travail de projet doit être encouragé et une culture scolaire réellement démocratique doit devenir la norme.

GUIDE DE L'ÉDUCATION POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE, EN BREF EDD:

Donner aux gens du „sens", de la „confiance" et de „l'efficacité personnelle" doit être un objectif central de l'éducation.

Ces particularités sont les conditions préalables pour que les gens puissent maîtriser leur vie et s'impliquer activement. Or, ces valeurs ne jouent actuellement qu'un rôle secondaire à l'école. L'éducation en vue du développement durable a pour objectif de remédier à cette situation.

Au cœur de l'idée de „durabilité" se trouve la question de la construction de l'avenir et et donc de développer des des visions souhaitables.

Il s'agit donc moins de thématiser les problèmes environnementaux et globaux actuels que de renforcer les compétences centrales des enfants, des jeunes et des adultes, comme la compréhension des relations, la pensée en réseau, la planification prévisionnelle et l'action durable.

L'éducation en vue du développement durable favorise également l'enthousiasme pour l'apprentissage, la curiosité et la motivation et renforce les citoyens résilients qui sont conscients de leur efficacité personnelle, qui apprennent à faire face aux nouveaux défis de la société et qui sont prêts à les relever..

L'éducation en vue du développement durable joue donc un rôle primordial. Le développement durable a un rôle important à jouer, non seulement dans le domaine de l'écologie, mais aussi dans celui de l'économie, de la politique et de la culture.

01

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (EDD), ÉLÉMENT CENTRAL DE LA NÉCESSAIRE TRANSFORMATION DE L'ÉCOLE

Le prochain gouvernement devrait définir l'EDD comme une priorité claire et une nécessité pour une démocratie durable, car les grands défis de notre époque impliquent des changements structurels fondamentaux dans la manière dont notre société et notre économie sont organisées. **Toutes les décisions politiques en matière d'éducation doivent donc être cohérentes avec les objectifs de l'EDD.**

La transmission de contextes et de structures est ici d'une importance capitale.

Cela suppose toutefois que les directions et le personnel enseignant eux-mêmes aient une compréhension et un lien avec ce processus de changement social. **Il est donc important de promouvoir l'EDD à tous les niveaux de formation et d'offrir davantage de possibilités de formation continue.** Ce n'est qu'ainsi que les enseignants se sentiront à la hauteur de la complexité du sujet et pourront traiter de manière compétente des thèmes controversés selon les critères de l'EDD. L'offre, y compris dans le domaine de l'éducation scientifique et politique, devrait être établie selon des priorités plus claires. Dans ce contexte, il convient de promouvoir davantage les formations continues et les formations internes à l'école, en plus des offres régionales et nationales..

Les besoins en méthodes EDD doivent également être pris en compte dans **l'aménagement des locaux (nouvelles constructions et rénovations).**

02

ANCRER STRUCTURELLEMENT UNE STRATÉGIE COHÉRENTE D'ÉDUCATION CIVIQUE

L'éducation civique a trouvé sa place surtout grâce à l'introduction de la matière „vie et société" dans les programmes de l'enseignement secondaire. Le Centre d'éducation politique (ZpB) développe également des concepts et agit de manière positive non seulement dans le domaine extrascolaire mais aussi dans l'éducation formelle. Toutefois, on ne connaît pas encore de stratégie cohérente ayant une efficacité structurelle dans l'éducation formelle.

L'éducation civique ne joue aucun rôle dans les programmes des écoles primaires et secondaires, malgré tous les projets mentionnés. ne joue aucun rôle. Une connaissance fondamentale de la société les rapports sociaux et les compétences nécessaires pour évaluation des questions, ainsi que l'action concrète ne sont pas traitées de manière généralisée et dépendent donc encore fortement de l'orientation de chaque enseignant. Même une visite de la Chambre des députés ne peut en aucun cas combler cette lacune.

C'est pourquoi le ministère de l'Éducation devrait, lors de la révision des programmes d'études (ce processus devrait également être entamé le plus rapidement possible pour les écoles secondaires), ancrer une stratégie cohérente pour l'éducation civique dans les différentes matières et dans les structures.

03

POURSUIVRE RÉSOLUMENT LE PRINCIPE „UNE SOCIÉTÉ DURABLE A BESOIN D'ÉDUCATION ET DE CHANCES POUR TOUS".

Outre l'éducation formelle, il existe de nombreuses institutions et acteurs des secteurs public, privé et de la société civile qui permettent aux personnes de développer des compétences et qui contribuent ainsi à rendre la société durable et viable. Ces acteurs offrent souvent des voies et des possibilités aux personnes qui ne trouvent pas leur place dans le système d'éducation formel, rigide et axé sur les diplômes. Non seulement le secteur privé, mais aussi le secteur public, doivent à l'avenir ouvrir davantage de portes aux personnes possédant les compétences requises, mais sans diplôme officiel.

Le prochain gouvernement devra donc se pencher encore davantage sur la de quel type d'éducation une société démocratique qui fonctionne société démocratique a besoin à l'avenir. Pour que chacun puisse se développer selon ses capacités, les jalons doivent être posés dès maintenant. Les pistes suivantes, entre autres, devraient donc être explorées par le gouvernement être abordées par le prochain gouvernement:

> Il s'agit de continuer **à développer l'offre de l'Ecole nationale pour adultes** afin d'offrir des perspectives supplémentaires à chaque personne dans sa situation de vie.

> L'apprentissage pour les métiers artisanaux doit obtenir la **reconnaissance sociale** qui leur permet d'apprendre leur métier avec une **chance de perspectives**.

> **Les acteurs de la société civile actifs dans le domaine de l'éducation non formelle devraient être activement soutenus dans le cadre de concepts éducatifs innovants et favorisant l'autonomie,** dans le but de les ancrer, le cas échéant, dans l'éducation formelle. Cela ne doit toutefois pas conduire à ce que l'éducation au développement durable, par exemple, soit laissée exclusivement aux acteurs de l'éducation non formelle.

> **Les médias** qui bénéficient de fonds publics doivent davantage remplir leur mission éducative et traiter les thèmes et les contenus de manière à ce qu'ils soient compréhensibles pour une partie aussi large que possible de la population.

La création d'un média ou la prise en charge explicite par les médias existants de la tâche d'expliquer les rapports sociaux / politiques dans un langage simple doit être une priorité. doit être une priorité. Cela vaut en particulier pour la télévision de la télévision luxembourgeoise et de la radio socioculturelle, qui devraient assumer cette tâche dans le cadre de leurs contrats respectifs avec l'État.

04

VIVRE ET ENCOURAGER L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION DANS L'ÉDUCATION

Le système éducatif luxembourgeois offre toujours peu ou pas de perspectives à une grande partie des personnes de notre société. Trois grands groupes sont particulièrement concernés par cette situation : Les personnes issues de familles financièrement défavorisées, les réfugiés et les personnes souffrant d'un handicap.

Le gouvernement est invité à se consacrer en priorité à ce thème et à prendre au sérieux l'équité en matière d'éducation au Luxembourg également. D'une manière générale, il faudrait notamment veiller à ce que

> les écoles primaires et les lycées disposent de **suffisamment de personnel hautement qualifié** (non seulement des enseignants, mais aussi des pédagogues curatifs, des pédagogues sociaux, etc.) pour apporter aux enfants et aux adolescents concernés- indépendamment du groupe auquel ils appartiennent- un soutien global et optimal adapté à leurs besoins.

> les enseignants **puissent faire appel à des professionnels spécialisés** pour les conseiller et les aider à relever les défis pour lesquels ils ne disposent pas de connaissances ou de compétences suffisantes. Le gouvernement doit veiller à ce que ces spécialistes soient disponibles en nombre suffisant à court terme..

> **les enseignants doivent être davantage sensibilisés et formés à l'équité éducative et à l'inclusion.** Cela doit être garanti non seulement dans la formation initiale, mais aussi dans la formation continue des enseignants. La capacité des enseignants à travailler en équipe devrait également être encouragée de manière conséquente.

> **dans des communes comptant une forte proportion de personnes de personnes issues de milieux financièrement défavorisés et de il faut recruter de manière ciblée du personnel qualifié (entre autres des éducateurs sociaux).** Ceci afin de réaliser des projets d'empowerment des enfants et jeunes concernés. L'objectif doit être entre autres, d'offrir aux enfants et aux jeunes, si nécessaire, davantage de personnes de référence et des relations humaines. afin d'ouvrir des perspectives.

05

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (EDD) COMME PARTIE INTÉGRANTE DU DÉVELOPPEMENT SCOLAIRE - PROMOUVOIR LES PROCESSUS DE TRANSFORMATION

L'EDD doit également jouer un rôle systématique dans le développement scolaire. Pour ce faire, le prochain gouvernement devrait formellement inscrire l'**EDD** comme **dimension obligatoire dans le Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS)** dans l'enseignement primaire et secondaire. Les écoles ont donc clairement le mandat de se positionner et de devenir actives dans ce domaine.

En outre, les processus de transformation pour les écoles doivent être davantage encouragés avec des accompagnateurs de transformation externes selon les critères de l'EDD. Le département de développement scolaire de l'IFEN propose déjà d'accompagner les écoles dans ce processus. Les capacités correspondantes de l'IFEN devraient être étendues.

On pourrait également envisager de créer, comme dans le «coding» avec les «instituteurs/trices spécialisé(e)s en numérique», une fonction d'**«instituteur/trice spécialisé(e) en éducation pour le développement durable»** dans chaque établissement d'enseignement, qui serait l'interlocuteur(trice) pour la transformation dans l'école concernée. Il est toutefois important que l'EDD ne soit pas exclusivement confiée à ces personnes, mais que de larges compétences soient développées et ancrées structurellement par tous les acteurs dans tous les établissements d'enseignement. L'objectif est que l'EDD fasse partie intégrante du développement de chaque école.

Il est également possible de promouvoir l'accompagnement des processus de transformation par des accompagnateurs de transformation externes, comme par exemple la **«Whole School approach»** mise en œuvre en Allemagne par l'initiative «Schule im Aufbruch».

06

RENFORCER LA CULTURE SCOLAIRE DÉMOCRATIQUE À TOUS LES NIVEAUX

Le défi principal du prochain gouvernement est de poursuivre la voie de s'engager résolument vers une culture scolaire durable et démocratique à tous les niveaux et de créer d'autres conditions structurelles de base afin de développer une culture scolaire démocratique dans tous les établissements d'enseignement. Malgré des développements positifs parfois très récents dans le domaine de la démocratie (semaine de la démocratie, argent et accompagnateurs pour les comités d'élèves, etc. comités, associations de parents...) et bien que de plus en plus d'organisations les directions, les écoles, les professeurs et les élèves sont disposés à créer plus d'espace pour la participation, la réalité quotidienne de l'école est encore en grande partie non démocratique.

D'une part, les élèves, mais aussi le personnel scolaire, ont souvent peu d'espaces de liberté au quotidien et donc peu de possibilités de participer aux décisions. D'autre part, dans de nombreuses écoles, les possibilités de participation existantes ne sont pas suffisamment utilisées et mises en pratique. Ou alors, il n'y a pas de dynamique vers une plus grande culture démocratique. Le prochain gouvernement devrait donc créer les conditions pour que les élèves puissent davantage participer aux décisions dans différents domaines. En font partie

- les thèmes et contenus traités, ainsi que la prise en compte du propre rythme de la journée et de l'apprentissage. Par exemple, les élèves devraient pouvoir choisir les matières qu'ils souhaitent étudier durant la journée, ainsi que
- sur le moment où ils sont prêts pour **une évaluation** ;
- l'introduction **de cours d'option souhaités**;
- la réalisation de **projets dans le cadre de l'autonomie de l'école**, y compris **dans le cadre de projets avec des acteurs extrascolaires** (comme les responsables communaux), et
- l'**aménagement spatial** de l'école.

07

INTRODUIRE LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT GLOBAL AU LUXEMBOURG - LUTTER CONTRE LA FRACTURE SOCIALE

L'orientation des „élèves forts" vers l'enseignement secondaire classique (ESC) et des „élèves faibles" vers l'enseignement secondaire général (ESG- y compris le Préparatoire) après le cycle 4 (à partir de la 7ème) a un impact négatif sur l'égalité des chances. Le fait est que dans le système actuel, les élèves économiquement faibles et ceux issus de l'immigration sont plus souvent orientés vers l'ESG. Pour remédier à ce déséquilibre, les pays qui réussissent en matière de politique éducative, comme la Finlande par exemple, font étudier les élèves ensemble jusqu'à un âge avancé. **Au Luxembourg, le développement d'un programme d'études universel pour les classes inférieures de l'ESC et de l'ESG constituerait une alternative judicieuse.**

Chaque école secondaire devrait en outre proposer obligatoirement **un lycée mixte, c'est-à-dire une ESG et une ESC dans la même école**. Cela favorise l'inclusion, car ce n'est que si tous les enfants et adolescents bénéficient d'un soutien optimal en fonction de leurs forces et de leurs faiblesses qu'ils ont de bonnes chances de s'intégrer dans le monde du travail. Cela favorise en outre la participation sociale. La réussite scolaire ne doit pas dépendre de l'origine sociale et ethnique des élèves.

08

BRISER LA LOGIQUE DES DISCIPLINES, CRÉER DES ESPACES DE LIBERTÉ ET PLACER LE BIEN-ÊTRE AU CENTRE DE LA CULTURE SCOLAIRE

L'une des conditions les plus importantes pour le développement des potentiels et l'expérience de l'efficacité personnelle est **l'abandon de la pensée par matières**. Le système de matières actuel est un obstacle majeur à des changements „judicieux" avec des concepts d'avenir. Les programmes axés sur la transmission de connaissances factuelles réparties entre les différentes matières limitent la capacité d'action des acteurs qui souhaitent miser davantage sur l'apprentissage participatif et orienté vers des projets. Plutôt que d'ajouter des matières supplémentaires, il est donc indispensable d'encourager l'apprentissage postdisciplinaire, de créer plus d'espace pour les questions transdisciplinaires, les méthodes d'apprentissage actives et les espaces de liberté.

Il est également indispensable de **« dégraisser »** ce qui devrait être appris en tant que prétendu savoir technique. En effet, il est connu que le simple fait d'ingurgiter des informations et des données ne s'installe pas durablement dans les esprits et ne contribue pas à la formation de citoyens responsables. Il est bien plus important de définir consciemment ce qui doit être considéré aujourd'hui comme des connaissances de base et comment celles-ci peuvent être transmises.

En outre, **les espaces libres**, c'est-à-dire les plages horaires intégrées dans l'emploi du temps et consacrées à l'apprentissage et à l'expérience des élèves, sont indispensables dans les processus éducatifs pour que les jeunes aient la possibilité de faire l'expérience d'eux-mêmes. Les espaces de liberté permettent de se consacrer à des questions importantes pour l'avenir, de participer à des processus de décision, d'élaborer et de concevoir des solutions créatives. Actuellement, l'offre d'éducation formelle ne prévoit que très peu de temps pour les espaces de liberté. Les programmes scolaires sont remplis à ras bord de contenus d'apprentissage et ne laissent que peu de place aux pédagogues pour des méthodes plus actives et à la participation des élèves.

L'objectif central de la culture scolaire doit en outre **être le bien-être de tous les acteurs d'une communauté scolaire**.

Le Mouvement Ecologique s'engage à ce que les initiatives suivantes soient abordées lors de la prochaine législature :

- La marge de manœuvre actuelle de 10% dont disposent les écoles secondaires dans **l'élaboration de leur programme** devrait être augmentée à **20% d'autonomie**, afin que le quotidien scolaire puisse être davantage organisé selon les critères de l'EDD, de manière interdisciplinaire et orientée vers des projets. Pour des adaptations plus importantes du quotidien scolaire, par exemple pour la création d'espaces de liberté et de concepts pédagogiques cohérents, les écoles doivent disposer de ressources financières et humaines suffisantes. Il est important que **les projets d'établissements (PE) et les projets d'innovations pédagogiques (PIP)** s'inscrivent dans une stratégie de développement scolaire cohérente.
- Il est impossible de traiter des questions complexes en 4 à 6

matières distinctes. Le corset des matières empêche souvent une discussion sur ce qui est vraiment important. De plus, les élèves ne passent que très rarement à l'action (p. ex. réalisation de projets dans le quartier). L'objectif du prochain gouvernement doit être d'encourager les écoles à créer **un environnement d'apprentissage** où chaque apprenant peut suivre **son propre rythme**. Cela implique également une remise en question du système actuel de matières et d'horaires qui, trop souvent, ne répond pas aux exigences de bien-être et de santé et est perçu comme stressant par de nombreuses personnes concernées.

> Un autre rythme scolaire permettrait de créer un **«début commun quotidien»** (de 30 minutes par exemple). Cela permettrait à tous les élèves de se familiariser avec la journée dans leurs classes respectives et avec un de leurs co-tuteurs. De plus, un début commun offre par exemple la possibilité de clarifier des questions d'organisation ou d'échanger sur des situations problématiques. Le début commun quotidien pourrait être pensé et introduit en même temps que la réforme des programmes d'études. **Une autre cadence de la journée scolaire** s'impose ainsi et devrait être considérée comme une chance d'abolir **le système d'horaires obsolète**, considéré par une large partie de la communauté scientifique comme n'étant plus adapté à notre époque.

> **Il convient de procéder à une évaluation nationale des stratégies de développement scolaire exemplaires, ainsi que des «projets d'établissement» (PE) et des «projets d'innovation pédagogique» (PIP)** présentant un potentiel de développement. Des moyens suffisants doivent être mis à disposition pour l'ancrage durable de projets scolaires et de concepts pédagogiques réussis dans la culture scolaire respective. Pour cela, il faut des ressources en personnel ainsi que du temps et de l'espace pour organiser le transfert dans le quotidien scolaire. Les exemples de «bonnes pratiques» doivent être davantage communiqués. Il convient également d'accorder une plus grande importance à la formation pédagogique continue et au perfectionnement du personnel scolaire dans le cadre du développement de l'école.

> Dans le but de développer des compétences pour l'avenir et de faire l'expérience de l'efficacité personnelle, les écoles doivent être encouragées à **introduire des formats tels que le FREI DAY basé sur des projets** (ou des formats similaires) comme première étape pour créer des espaces de liberté dans les écoles et les classes. Dans le cadre du FREI DAY, les élèves développent des solutions innovantes et concrètes pendant au moins 4 heures par semaine et mettent en œuvre des projets selon les critères de l'EDD dans le voisinage de la commune.

> **La mise en place de paysages éducatifs doit être soutenue. Les partenariats, notamment au niveau local et régional, entre les écoles et les acteurs de la société** (organisations professionnelles, entreprises, société civile, associations, organisations non gouvernementales...) sont davantage encouragés. L'éducation formelle et non-formelle est liée.

09

RÉVISER LES PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE - AJOUTER DU TEMPS POUR LES PROJETS ET LES ATELIERS DANS TOUT LE PAYS

Actuellement, les plans d'études des écoles primaires seront révisés d'ici 2025. Le processus de révision des programmes d'études des écoles secondaires devrait donc commencer le plus rapidement possible. Ceci également dans le but de coordonner les deux processus. La réforme des „curricula" doit absolument avoir pour **objectif de s'éloigner de la pensée par matières afin de laisser la place aux créer des questions interdisciplinaires.** L'enseignement frontal et la transmission de contenus devraient être utilisés pour transmettre les connaissances factuelles nécessaires „à titre d'exemple".
Il est souhaitable de trouver un équilibre entre l'apprentissage coopératif et l'apprentissage individualisé. L'accent devrait être mis sur la promotion des compétences d'analyse et d'action.

Pour atteindre ces objectifs, les programmes d'études devraient contenir au moins **4 heures de temps de projet et 4 heures d'ateliers** sur l'ensemble du territoire. (Voir également le chapitre 8, le concept du FREI DAY)

10

COMMISSION DE PROGRAMME PAR UNE NATIONALE PLURIDISCIPLINAIRE COMPLÉTER LA COMMISSION DE PROGRAMME

Dans le but d'élaborer des questions interdisciplinaires en rapport avec les grands défis du 21e siècle, il serait judicieux de mettre en place une commission nationale de programme composée d'experts issus de différents domaines de l'éducation. La commission nationale de programme serait responsable de l'élaboration de thèmes et de compétences postdisciplinaires importants. Les commissions de programme actuelles devraient alors fonctionner comme des groupes de travail thématiques dans des familles de compétences. Un échange entre ces groupes de travail devrait être encouragé. L'objectif doit être d'alléger les programmes afin que le temps scolaire puisse être utilisé autrement.

11

NOUVEAUS MOMENTS D'ÉVALUATION ET INTRODUIRE DES MÉTHODES

L'évaluation actuelle dans les écoles secondaires a un impact considérable sur le bien-être et, le cas échéant, sur la santé des élèves. Selon les partisans des notes, elles sont un bon "moyen de pression" pour inciter les élèves à être plus "performants". Malheureusement, la motivation et l'estime de soi souffrent souvent du système actuel, d'autant plus qu'il encourage l'esprit de compétition. S'accrocher à une notation de la restitution des connaissances est en outre absurde, car il est prouvé depuis longtemps que les gens oublient une grande partie de ce qu'ils ont appris en très peu de temps.

Contrairement à l'évaluation actuelle dans l'enseignement secondaire, de nouveaux concepts pédagogiques doivent être mis en œuvre avec de nouvelles méthodes d'évaluation, qui visent à remettre en question, d'essayer et de se tromper. L'évaluation doit servir le processus d'apprentissage et motiver les élèves à se développer. Dans ce contexte, les "professeurs" ont également un nouveau rôle à jouer. Il ne s'agit pas en premier lieu de transmettre des connaissances, mais d'encadrer les élèves **en favorisant l'échange sur leurs questions et en leur donnant un feed-back individuel sur leur développement.** Étant donné que l'évaluation a souvent des conséquences importantes en influençant de manière décisive les chances d'avenir, un large débat sur la réforme de l'évaluation est nécessaire.

D'ailleurs sont de plus en plus nombreuses les universités et les hautes écoles qui mettent l'accent sur ce qui se passe en dehors des notes dans les écoles secondaires. Les activités complémentaires aux examens gagnent en importance. Un autre argument en faveur d'une réforme de l'évaluation actuelle est que les entreprises recherchent également de plus en plus de personnes ayant des compétences telles que l'esprit d'équipe et l'action orientée vers les solutions, les notes ne jouent qu'un rôle secondaire.

Le prochain gouvernement devra donc se pencher sur la question de l'évaluation dans les écoles secondaires. A cet égard, il faut veiller à une transition judicieuse de l'évaluation entre l'école primaire et l'école secondaire.

> **Une révision de l'évaluation dans les écoles secondaires est nécessaire.** Le système d'évaluation par notes devrait être complété par des formes d'évaluation formative, telles que le feedback écrit. L'objectif est de renforcer l'efficacité personnelle des élèves et d'éliminer l'idée de concurrence des notes. L'indication des classements sur les bulletins scolaires n'est plus d'actualité. Dans ce contexte, une **réforme de la loi sur les promotions** est indispensable. L'engagement, les projets et la capacité à penser en termes de solutions, et donc les compétences transversales et interdisciplinaires, doivent être davantage pris en compte dans l'évaluation.

> Il faut évoluer vers un **accompagnement du processus d'apprentissage**. Il s'agit d'aider les apprenants à trouver des projets d'apprentissage appropriés, à planifier les étapes de mise en œuvre, à évaluer les expériences, à apprendre les uns des autres et à faire de nouvelles expériences. Un système de tutorat devrait être mis en place. Un suivi individuel du processus d'apprentissage visant à responsabiliser l'apprenant dans son apprentissage et ses actions doit devenir un pilier central.

12

VISION DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES
CONCEVOIR L'ÉDUCATION

Le plaisir de la découverte et de la création chez les enfants est encore trop souvent réprimé dans le système scolaire actuel. Pourtant on sait que "l'apprentissage" est d'autant plus efficace si, en plus de la transmission des connaissances, la créativité et l'expérience personnelle des enfants et des jeunes sont encouragées.

En tant que contribution à la formation générale, il est essentiel d'avoir une **vision de l'enseignement des sciences** au Luxembourg, tant au niveau scolaire qu'extrascolaire. Il faut une discussion ouverte avec les acteurs concernés (pédagogues de la nature, organisations de protection de l'environnement et ONG de protection de la nature, professeurs de biologie...) sur la question de comment renforcer l'enseignement des sciences naturelles et sur les conditions à remplir.

Sur cette base, un catalogue de mesures prioritaires devrait être établi, les ressources humaines et financières pour mettre en œuvre ces mesure doivent être mise à disposition.

13

UNE APPROCHE CRITIQUE DES MÉDIAS
D'UN POINT DE VUE SOCIOPOLITIQUE
PROMOUVOIR UN POINT DE VUE CRITIQUE

Les compétences relatives à l'utilisation **critique** des médias et des informations doivent continuer à être encouragées de manière ciblée et intégrées dans le quotidien scolaire. Aussi en faisant appel, le cas échéant, à des acteurs externes. Grâce à la **digitalisation**, nous allons assister à une révolution sur le marché du travail. La politique de l'éducation doit tenir compte de cette évolution et aborder le sujet **sous l'angle de la politique sociale.**

En outre, il est urgent d'ouvrir un débat sur l'utilisation de l'intelligence artificielle et des outils sophistiqués tels que ChatGPT. Il est possible de réagir de manière "défensive" et de considérer ces développements comme une "charge", ou alors on peut voir ces moments comme une opportunité pour remettre fondamentalement en question le système éducatif et enfin avancer les réformes qui vont de pair avec les objectifs de l'EDD.